

<https://www.ricochets.cc/Nous-vivons-un-moment-fasciste-La-Republique-se-durcit.html>



Nous vivons un moment fasciste, La-République se durcit

- Les Articles -



Date de mise en ligne : lundi 10 juillet 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

La république étant raciste, violente, capitaliste et autoritaire, la police est très républicaine.

La-République préfère adopter des méthodes fascistes plutôt que d'accepter de se remettre vraiment en cause et de céder la place à des formes de démocratie réelle.



Nous vivons un moment fasciste - La-République se durcit

La police est très républicaine

« La police est très républicaine. Le problème c'est que la République est raciste, capitaliste et sexiste ! » En trois minutes, Mathieu Rigouste pose les termes. Une arme de déconstruction massive

► Vidéo : <https://fb.watch/IEV47FHCs0/>



Nous vivons un moment fasciste - La-République se durcit

DANS LES QUARTIERS, LA POLICE TIRE A VUE

Des images d'exactions policières gravissimes continuent de circuler, plusieurs jours après la répression sauvage de la révolte suite à la mort de Nahel. Parmi elles, des situations où la police tire à vue, au risque de tuer ou mutiler au hasard :

; **A Lannion dans la nuit du 1er au 2 juillet, petite ville bretonne, des policiers tirent sur des habitants qui les filmaient, directement vers leur fenêtre.** « Vas-y dégage put*** de P* ! Prochaine fois c'est dans ta gueule ! » leur hurle le policier tireur. La balle de LBD a fait un trou dans le mur, et est passée à quelques dizaines de centimètres seulement des habitants. Une telle vidéo démontre comment Zineb Redouane a pu être tuée à sa fenêtre par le tir d'un CRS le 1er décembre 2018.

Une unité du RAID tire au hasard sur les êtres humains sur leur passage

; **A Marseille, le 1er juillet, une unité du RAID tire au hasard sur les êtres humains sur leur passage.** Un homme accroupi derrière une voiture, visiblement terrorisé, reçoit une balle d'un fusil à pompe du RAID. Une munition potentiellement létale, tirée totalement gratuitement. « C'est dingue, il lui a tiré dessus ! »

; **Dans une troisième vidéo, manifestement tournée en région parisienne, un équipage de police fait une chasse à l'homme en voiture. Fonçant vers des fuyards, un policier sort du véhicule et tire deux munitions en direction des personnes lui tournant le dos.** Cela rappelle des exécutions sommaires, il n'y a évidemment aucune légitime défense ni légalité dans ces tirs. Le véhicule et l'arme utilisée semblent appartenir à une police municipale. Le double tir avec des étincelles est celui des anciens modèles de Flash-Balls, qui ne sont plus utilisés par les policiers nationaux mais sont distribués à certaines polices municipales.

Et ce ne ne sont que quelques exemples filmés de milliers d'actes commis ces derniers jours pour terroriser la colère des banlieues. La sauvagerie est du côté du pouvoir.

► Vidéo : <https://fb.watch/IF1oMkh75c/>

LIBERTÉ DE LA PRESSE : DARMANIN ATTAQUE UN JOURNAL LOCAL

- Oise Hebdo a publié un article sur le policier ayant tué Nahel, l'Etat veut l'interdire -

Le 6 juillet, Oise Hebdo, journal local diffusé à 8000 exemplaires et basé à Compiègne, publie sur son site internet un article sur le policier qui a exécuté le jeune Nahel le 27 juin. Le journal dresse un portrait du tireur, évoquant son parcours professionnel et sa ville de résidence.

Oise Hebdo est ici dans un traitement tout à fait habituel de la presse local. Le policier Florian Menesplier habite dans l'Oise, le journal traite de l'actualité de ce territoire. Cet agent a provoqué l'une des plus grandes vagues de révolte de la France contemporaine. Il est légitime pour un journaliste de s'intéresser à son profil. La vraie anomalie, c'est que les grands quotidiens et chaînes d'informations français ne l'aient pas fait, pour protéger le tireur, par autocensure, par complicité.

Le jour même, le ministère de l'Intérieur tente de faire retirer l'article en interpellant le journal. Les syndicats policiers, tout puissants, menacent Oise Hebdo. Et le soir même Gérald Darmanin annonce avoir saisi procureure de la République de l'Oise : « Malgré nos demandes de retrait de ce contenu irresponsable, [la publication] persiste ».

Le directeur du journal explique qu'il n'a fait que son travail. D'ailleurs, le droit est de son côté, la loi de 1881 sur la liberté de la presse interdit seulement de diffuser l'identité de policiers dont les missions exigent l'anonymat, par exemple les unités anti-terroristes ou les agents secrets, ce qui n'est pas le cas d'un motard de la police nationale.

Darmanin s'attaque donc à la liberté de la presse pour couvrir l'auteur d'un homicide volontaire. L'esprit Charlie ne s'applique que pour taper sur les musulmans, ou pour faire parler des pétainistes à la télévision.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement intimide des journalistes ou que la police blesse et arrête des reporters de terrain. A présent, c'est un article qui est visé par une opération de censure au sommet de l'Etat. L'ensemble de la profession journalistique va-t-elle soutenir Oise Hebdo ? Cette opération d'intimidation contre la presse sera-t-elle dénoncée sur les plateaux télé ? On en doute.

Les grands médias n'hésitent pourtant jamais à divulguer le nom complet, la ville et les antécédents judiciaires des victimes de violences policières. Le cadavre de Nahel était encore chaud que BFM balançait déjà le casier judiciaire du défunt, qui s'est d'ailleurs révélé être totalement inventé. Nahel n'avait pas de casier judiciaire. Il en est de même pour chaque personne victime de la police. Dans ces cas, ces divulgations ne dérangent pas le ministère de l'Intérieur. Pire, ce sont les autorités elles-mêmes qui font « fuiter » ces informations. Comme après la répression de Sainte-Soline : la police avait balancé aux médias que les deux hommes dans le coma étaient « fichés S » uniquement pour les salir, et insinuer qu'ils avaient mérité des tirs de grenades.

Plus généralement, le moindre auteur de fait divers voit son identité divulguée dans la presse ou à la télévision, mais jamais quand il s'agit d'agents de l'Etat. Pourquoi ? Dans un régime dit démocratique, les policiers sont armés et payés pour agir au nom de la loi. Ils ont donc des comptes à rendre, plus que les citoyens ordinaires et leur identité se doit en principe d'être publique.

Même aux Etats Unis, l'identité de policiers impliqués dans des affaires sont connus et diffusés, par exemple celui de Derek Chauvin, qui avait étouffé George Floyd, dont la photo et l'adresse ont vite été révélés par les médias. Pourquoi, en France, les policiers ont-ils le droit d'être cagoulés, de ne porter aucun matricule, de voir leur identité cachée même quand ils commettent des crimes ? Darmanin voulait d'ailleurs interdire de filmer l'action de la police dans le cadre de la Loi de Sécurité Globale en 2021.

En principe, les citoyens lambdas ont le droit à la protection de leur vie privée, mais les forces de l'ordre doivent pouvoir être identifiées pour rendre des comptes. En France, c'est l'inverse. Quand la population est surveillée sous toutes les coutures mais que l'identité des agents qui détiennent la violence au nom de l'Etat, est systématiquement cachée, nous sommes dans un autre régime.

(posts de Contre Attaque)



Nous vivons un moment fasciste, La-République se durcit

Analyses

Certain.e.s ne comprennent pourquoi les émeutiers des quartiers populaires s'en prennent d'abord à leur environnement, à la voiture de leur voisin ou au Lidl du coin. Là, on a besoin des outils de la sociologie spatiale qui démontre depuis 30 ans que les phénomènes d'auto-censure territoriale, de peur de la centralité, de limitation extrême de l'espace de vie sont typiques des classes populaires.

► [Les émeutes urbaines : bon sens et pensée libérale](#)

LES JOURNALISTES QUAND ILS VOIENT UN MEMBRE DE LA NUPES :



Nous vivons un moment fasciste - La-République se durcit

Actus & Divers

- [Nahel : Sans Justice Pas de Paix](#) - Réponse de la Marche des solidarités au communiqué unitaire.
Sans justice, pas de paix. En mémoire de Nahel, en solidarité avec ses proches, contre le racisme et les violences policières, la Marche des Solidarités appelle à participer aux initiatives des 8 et 15 juillet. Nous appelons aussi à un défilé internationaliste le 14 juillet contre le projet de Loi Darmanin et contre le racisme. Mais nous ne signons pas l'appel unitaire qui circule actuellement.

LES PAYSANS INDIENS MANIFESTENT CONTRE MODI POUR SAUVER LA DEMOCRATIE - ET MACRON REÇOIT MODI LE 14 JUILLET

IL ENVOIE UN MESSAGE AU MONDE ENTIER QUI SALIT LA REVOLUTION ET LA DEMOCRATIE FRANCAISE

Les paysans indiens sont appelés à manifester les 17 juillet 2023, 9 août et 14 août, pour leurs survie économique en Haryana mais aussi à l'échelle nationale pour sauver la démocratie face au dirigeant d'extrême droite Modi qui la détruit. Et Macron reçoit Modi le jour même qui est symbole mondial de la lutte pour la démocratie envoyant le message de la contre-révolution à des centaines de millions d'indiens et des milliards de personnes mais rend d'autant plus solidaires les opprimés du monde des luttes des classes populaires en France

LE MINISTRE DE LA JUSTICE ESSAIE D'ECHAPPER A LA JUSTICE

IL N'Y A QUE DANS LES REPUBLIQUES BANANIERES ET LE REGIME DE MACRON QU'ON PEUT VOIR CA

- <https://www.mediapart.fr/journal/france/070723/le-ministre-eric-dupond-moretti-veut-echapper-la-cour-de-justice>



Nous vivons un moment fasciste, La-République se durcit

EN MACRONIE, MÊME LES ARTISTES SONT RÉPRIMÉS

Imaginez la scène : une chanteuse populaire dans son pays se permet une saillie contre le président en place. Une heure plus tard, les forces de l'ordre sont sur place pour tenter d'appréhender l'artiste. Le lendemain, une enquête est ouverte contre cette même artiste. On se croirait dans une dictature mais il s'agit bien de notre belle démocratie française version 2023.

La scène s'est passé jeudi 06 juillet lors du festival des Nuits Guitare de Beaulieu-sur-Mer. Izia, entre deux chansons, décide de raconter une histoire absurde et drôle à son public, en prenant comme personnages Manu et Brigitte. Izia balance alors, en parlant de Manu « Quelle coquine celui-là, il s'est dit ce qui serait bien, ce que le peuple veut, ce dont le peuple a envie, c'est qu'on m'accroche à 20 mètres du sol, telle une piñata humaine géante, et qu'on soit tous ici présents munis d'énormes battes avec des clous au bout comme dans Clockwork Orange (Orange Mécanique NDLR). Et là on le ferait descendre, avec toute la grâce et la gentillesse que les gens du sud ont. (...) Et dans un feu de bengale, de joie, de chair vive et de sang, on le foutrait à terre... mais gentiment. » A la fin de sa diatribe, elle aurait ajouté : « Je vois déjà le gros titre de Nice-Matin demain : Izïa appelle au meurtre de Macron ».

Elle ne croyait pas si bien dire ! les gendarmes sont venus chercher la chanteuse à l'issue de son concert. A priori, pour l'interpeller. Celle ci étant déjà dans son tour bus, ils n'ont pas réussi à l'interpeller. Mais cela n'en reste pas la puisqu'on apprend que le parquet de Nice a ouvert une enquête !

On marche sur la tête...



Nous vivons un moment fasciste, La-République se durcit

«NOUS VIVONS UN MOMENT FASCISTE

Une semaine après la répression sanglante de la révolte des banlieues suite à la mort de Nahel, le gouvernement interdit les manifestations déclarées en hommage à Adama.

La soeur du défunt, Assa Traoré, avait déclaré une manifestation à Beaumont-sur-Oise, qui a été interdite par le préfet. Des dizaines d'associations, syndicats, partis ont déclaré la manifestation à Paris. Interdiction également.

Pour empêcher des personnes d'aller manifester à Paris, le préfet du Val d'Oise ordonne la fermeture de 15 gares du département pendant toute une journée. Ces mesures sont celles d'une dictature, n'ayons pas peur des mots. Avec Macron, nous vivons un moment fasciste. En seulement quelques mois :

; Des pétitions contre le recul de l'âge des retraites ou pour dissoudre la BRAV ont recueilli des centaines de milliers de signatures homologuées, le gouvernement les a jetées à la poubelle

; Minoritaire à l'Assemblée, le gouvernement a tout simplement supprimé le débat parlementaire. Il est passé sans vote par 49-3, a utilisé une série de mesures d'exception pour accélérer la procédure, contre la majorité des députés et de la population.

; Des grèves massives ont réuni des millions de personnes. Elles ont été royalement méprisées, alors que c'était le mouvement le plus puissant et long depuis des décennies.

; Les libertés associatives ? Le gouvernement dissout les organisations qui dérangent. Les Soulèvements de la Terre, et avant eux des collectifs antifascistes et anti-racistes. Le pouvoir menace même la Ligue des Droits de l'Homme ou ATTAC !

; En cas de révolte ou de désobéissance civile, le gouvernement déploie une répression militarisée. Mutilations dans les manifestations, arrestations de masse, et plus récemment, l'antiterrorisme contre les écologistes des Soulèvements de la Terre et dans les banlieues.

‡ Les manifestations déclarées sont également interdites ou menacées.

En France, les contre-pouvoir sont éliminés les uns après les autres, tous les modes d'actions, des plus dérisoires aux plus conséquents sont matés, méthodiquement. Nous vivons bien un moment fasciste, ce n'est pas encore irréversible, nous pouvons encore vaincre cet horizon obscure. Mais si vous ne le voyez pas, vous faites partie du problème.

4 MARCHÉ POUR ADAMA : NASSES, AMENDES ET VIOLENCES POLICIÈRES

► Le frère d'Adama écrasé sous le poids de plusieurs policiers

Adama Traoré est mort asphyxié il y a 7 ans sous le poids de plusieurs gendarmes. Depuis 7 ans, sa famille se bat avec courage et acharnement pour obtenir justice. Et doit faire face à un acharnement policier d'une violence inouïe. Chaque année, une marche honore la mémoire du défunt. Chaque année, elle se déroule dans le calme et la dignité. C'est une date qui rend hommages à Adama, mais aussi aux autres personnes tuées par la police.

Cette année, les autorités ont monté l'ignominie d'un cran supplémentaire en interdisant le rassemblement. Ce samedi 8 juillet Place de la République à Paris :

‡ La police a contrôlé les personnes avec un T-shirt « Justice pour Adama » et mis des amendes de 135Euros.

‡ Youssouf Traoré, le frère d'Adama, a été arrêté violemment par la BRAV-M. Les policiers ont utilisé la même technique que celle qui a tué son frère. La journaliste Sihame Assbague écrit : « S'il y a une image à retenir aujourd'hui, c'est celle-ci : le frère d'Adama Traoré, interpellé par des policiers. La méthode d'immobilisation utilisée est la même que celle qui a tué Adama : plaquage ventral avec poids d'agents sur le corps ». Plus tard, Youssouf Traoré était filmé par le journaliste Taha Bouhafs alors qu'il était évacué sur un brancard, devant le commissariat où il avait été emmené.

‡ Plusieurs journalistes ont été frappés, bousculés, jetés au sol.

‡ Les forces de l'ordre ont nassé le rassemblement et ont gazé des personnes présentes, y compris des élus.

‡ **Malgré cela, 2000 personnes se sont courageusement réunies et ont défilé.**

La nouvelle normalité macroniste, ce sont ces images d'un État policier détestable. Ne nous habituons pas à ces barbaries ordinaires. En France, il n'y a guère que les fascistes qui peuvent encore manifester sans être réprimés.

¥ : Amar Taoualit, Révolution Permanente, QG, AnthoZ, Pierre Tremblay, Clément Lanot, Taha Bouhafs

► Vidéo : <https://fb.watch/IFB0mm4gku/>

(posts de Contre Attaque)

Arrestation violente le 8 juillet de Yssoufou Traoré

A sa sortie de l'hôpital et de garde à vue, après une arrestation violente samedi, Yssoufou Traoré, le frère d'Assa Traoré, fait une déclaration.

Bilan de l'agression policière :

Une fracture du nez, un traumatisme crânien avec contusion occulaire, des contusions thoraciques, abdominales et lombaires dûes au plaquage ventral.

Une plainte va être déposée.

L'autre frère d'Assa, Samir vient de voir sa gav prolongée de 24h. Le comité Adama appelle à venir dès 14h devant le commissariat du 1er arrondissement, au 61 rue JJ Rousseau

¥ La vérité pour Adama : https://fb.watch/IGq_E_NjPK/

(post de CND)